



M E T P A R K

Place à la mobilité

PREFECTURE
DE LA GIRONDE

29 SEP. 2023

Bureau du Courrier

PREFECTURE
DE LA GIRONDE

29 SEP. 2030

Bureau du Courrier

Procès-verbal

de la séance du conseil d'administration de la régie
du mercredi 28 juin 2023

PV N° 2023/04

Administrateurs présents :

- Monsieur Christophe DUPRAT
- Madame Géraldine AMOUROUX
- Monsieur Patrick BOBET
- Monsieur Gérard CHAUSSET
- Monsieur Olivier ESCOTS
- Monsieur Stéphane MARI
- Monsieur Patrick PAPADATO

Administrateurs absents :

- Madame Béatrice de FRANÇOIS ayant donné pouvoir à M. ESCOTS
- Madame Isabelle RAMI ayant donné pouvoir à M. PAPADATO
- Monsieur Emmanuel SALLABERRY ayant donné pouvoir à M. DUPRAT
- Madame Brigitte TERRAZA

Est excusée pour la DGFIP :

- Madame Danielle MOLIA, comptable publique

Est présent pour Bordeaux Métropole :

- Monsieur Vincent de Brisson de Laroche, direction générale mobilité

Est excusé pour les associations :

- Monsieur Jacques DUBOS, Trans'cub

Est présent pour les représentants du personnel :

- Monsieur Roger LEVY

Sont présents pour la Régie :

- Monsieur Nicolas ANDREOTTI, directeur général
- Madame Céline BORDIN MORA, directrice financière
- Monsieur Rémi DOUET, contrôleur financier
- Monsieur Laurent SAUVAGE, directeur d'exploitation
- Monsieur Lucien LEVEAU, responsable sécurité/sûreté
- Monsieur Jean-François POTHERAT-KOHLER, direction technique
- Monsieur Hivann SOUHAIR, chef du service de la fourrière,
- Madame Charlotte HIRIART, responsable juridique
- Madame Marion GOULAY, responsable du service commande publique,
- Madame Elodie GUYONET, service commande publique
- Madame Virginie GAUTHIER, responsable satisfaction client, études, marketing et communication
- Monsieur Laurent AZZOLA, contrôleur de gestion
- Madame Aurélie LALY, assistante de direction
- Madame Fabienne GARELLI, assistante de direction

M. le président propose de commencer par les délibérations qui nécessitent un vote qui seront suivies des informations car il devra quitter la séance vers 18 H pour se rendre à une réunion à la Préfecture.

M. le président demande si les membres du conseil d'administration ont des remarques à formuler sur le procès-verbal de la séance du 17 mai 2023. Aucune remarque n'est faite, le PV est adopté.

Affaire 2023/04/01 : révision des modalités et montants de prise en charge des frais de déplacement et de restauration des salariés et encadrants

M. ANDREOTTI souhaite présenter un nouveau collaborateur à Mme BORDIN-MORA, Rémi DOUET en tant que contrôleur financier. La fonction contrôle est ainsi encore renforcée au sein de la Régie.

Il explique que cette délibération a juste pour ambition d'actualiser les montants pris en charge lors de déplacements professionnels qui n'ont pas été revus depuis 2016.

Mme BORDIN-MORA indique qu'il est souhaitable de revoir les modalités et les montants de prise en charge des frais de déplacement et de restauration des salariés dont le remboursement est obtenu via l'établissement d'une note de frais. Ce projet de délibération a été revu par Mme MOLIA, agent comptable, qui s'excuse de ne pas être présente à cette séance. Chaque déplacement professionnel ou de formation doit faire l'objet d'un ordre de mission délivré par le directeur général. Cette délibération encadre les frais de restaurant, d'hébergement, de transport, de péage et de parking. L'ensemble des salariés de la Régie s'engage à optimiser leur coût de déplacement. Il est demandé au conseil d'administration de bien vouloir autoriser METPARK à réviser les modalités et les montants de prise en charge des frais de déplacement et de restauration des salariés.

M. le président précise que les montants proposés sont très raisonnables et il est normal que les frais des collaborateurs lors de leur déplacement soient pris en charge.

Le conseil d'administration adopte à l'unanimité la délibération n° 2023/04/01P

Affaire 2023/04/02P : parking Pessac : pérennisation tarif commerçants, employés et professions libérales

Mme BORDIN-MORA précise que l'objectif de cette délibération est de pérenniser le tarif commerçants, employés et professions libérales du parking de Pessac centre au tarif mensuel de 46 € TTC sur une plage horaire du lundi au samedi de 8 H à 22 H. Ce tarif avait été créé à titre expérimental pour 1 an. La Régie constate que 14 abonnements sont toujours actifs et il semble approprié d'intégrer ce tarif à la grille tarifaire.

M. MARI indique qu'il ne prendra part au vote de cette délibération.

Le conseil d'administration adopte à la majorité n° 2023/03/02P, M. MARI ne prenant pas part au vote.

Affaire 2023/04/03P : parking Mérignac centre : pérennisation tarif commerçants, employés et professions libérales

Mme BORDIN-MORA indique que cette délibération est identique à la précédente. Actuellement, 11 abonnements sont toujours actifs.

Le conseil d'administration adopte à l'unanimité la délibération n° 2023/04/03P

Affaire 2023/04/04P : mise en affectation des parcelles du parking Laharpe

Mme BORDIN-MORA précise qu'en 2016, Bordeaux Métropole a confié à la Régie l'aménagement et l'exploitation temporaire du parking Laharpe dans le cadre de la compensation de la suppression de places de stationnement en voirie en raison des travaux de la ligne D du tramway. Ce parking répond encore à des besoins. Bordeaux Métropole a donc décidé de pérenniser la gestion de ce parc par METPARK en lui affectant une partie de la parcelle correspondant au parking existant et à son extension en cours de réalisation. L'existant comprend une surface de 1 835 m² correspondant à un parking en enclos sans construction pour une valeur de 1 529 076,17 €. Il est demandé au conseil d'administration de bien vouloir constater comptablement la mise en affectation de ce parking et dans l'actif de METPARK sur l'exercice 2023.

M. le président indique qu'une délibération miroir sera également prise par le conseil métropolitain.

M. BOBET précise qu'il ne prendra pas part au vote.

Mme AMOUROUX souhaite avoir des précisions sur ce parking et son possible lien avec la mise en service du futur bus express et également avec le stationnement payant sur ce secteur car ce parc a été présenté comme l'une des solutions pour les automobilistes qui voudraient stationner sur cette zone. Est-ce qu'il y a des choses qui sont envisagées sachant que le stationnement payant sera mis en place fin 2023 et le bus express au printemps prochain ?

M. ANDREOTTI répond que le bus express passera assez loin du parking.

M. le président précise qu'il n'a jamais été question dans la DUP du bus express de l'usage de ce parking.

M. ANDREOTTI répond qu'en ce qui concerne l'extension du stationnement payant, le parking Laharpe est limitrophe de Bordeaux. Dans ce parking, il y a des possibilités d'accueil d'abonnés notamment résidents sachant que le statut de résident concerne un habitant dont le logement se situe dans le périmètre de 1 km à vol d'oiseau d'un parking. Beaucoup de bordelais arrivent à trouver une place sur un des parcs de METPARK. Sur le parking Laharpe, le tarif résident est de 49 €, tarif très attractif sur ce secteur. Les bordelais et les bouscatais qui souhaiteraient stationner sur ce parking pourraient le faire.

M. le président indique que ce parking va être agrandi pour une activité résident ou usager horaire en récupérant un local du SDIS.

Le conseil d'administration adopte à la majorité la délibération n° 2023/04/04P, M. BOBET ne prenant pas part au vote.

Affaire 2023/04/05P : mise en affectation du parking Beaujon

Mme BORDIN-MORA indique qu'en 2011, la CUB a confié la maîtrise d'ouvrage du parking Beaujon à PARCUB devenue METPARK et a indiqué que cet ouvrage lui serait remis en gestion à l'achèvement de son aménagement. Dans l'attente de l'acte définitif d'affectation, une convention de mise à disposition transitoire en 2016 a permis à la Régie d'exploiter le parking Beaujon dès son achèvement. Par délibération en novembre 2021, Bordeaux Métropole a opéré la mise en affectation de ce parking auprès de METPARK pour une valeur nette comptable de 3 200 691,38 M€. Cette valeur concerne uniquement la part liée à la construction du bien mais pas la part liée au terrain. Aucun amortissement n'a été opéré par la Métropole, la valeur nette comptable correspond à la valeur initiale à intégrer dans l'actif de la Régie. Il a été décidé que METPARK intégrerait ce bien à l'actif de son bilan en date du 1^{er} juillet 2023 et commencerait à l'amortir sur une durée de 40 ans. Le terrain n'a pas encore été mis en affectation et devrait faire l'objet d'une remise d'ici la fin de l'année 2023. La Régie travaille avec la Métropole et l'agent comptable pour que l'actif de METPARK soit à jour d'ici la fin de l'année.

M. le président précise que ce parking a été construit dans le cadre de la suppression des places en voirie du fait des travaux de la ligne D du tramway. C'est un parking de compensation.

Le conseil d'administration adopte à l'unanimité la délibération n° 2023/04/05P

Affaire 2023/04/06P : mise en affectation des parkings Victor Hugo, Alsace Lorraine et allées de Chartres

Mme BORDIN-MORA indique que ces 3 parkings ont été mis en affectation par Bordeaux Métropole au 1^{er} avril 2017. Dans le cadre de son audit en décembre 2022, l'inspection générale des services de la Métropole avait révélé que ces 3 parkings ne figuraient toujours pas à l'actif de METPARK. Il convient donc de régulariser la situation. A titre indicatif, les avis d'évaluation des Domaines qui dataient de février 2017 ont fixé la valeur vénale des parkings comme suit : allées de Chartres pour 4,9 M€, Victor Hugo pour 12,46 M€ et Alsace Lorraine pour 2,2 M€. Lors d'une réunion avec la comptable publique et Bordeaux Métropole, il a été convenu qu'au vu de la remise lointaine de ces parkings et pour ne pas grever les comptes de la Régie, METPARK intégrera ses biens à l'actif de son bilan à compter du 1^{er} juillet 2023 et commencerait à les amortir à cette date sur une durée de 40 ans. Il a été également convenu qu'une expertise serait effectuée par la Régie afin de dissocier la part du terrain qui est non amortissable de la part du bâtiment qui l'est car cette distinction n'apparaît pas dans l'évaluation des Domaines. Aucune expertise ne sera réalisée sur le parking allées de Chartres car il s'agit uniquement d'un parking enclos sans construction. Une mise en affectation complémentaire devra intervenir par la suite car il y a encore des frais d'acte et des honoraires non encore soldés. Des travaux réalisés entre 2015 et 2017 sur le parking Victor Hugo font l'objet d'un litige toujours en cours avec les prestataires et Bordeaux Métropole.

Le conseil d'administration adopte à l'unanimité la délibération n° 2023/04/06P

Affaire 2023/04/07P : marché n° 2023SE08 : assurance santé complémentaire : autorisation de signature

Mme GOULAY indique que la Régie a lancé un appel d'offres pour le marché d'assurance santé complémentaire pour 48 mois pour un montant de 1,4 M€. Ce marché a été présenté à la commission d'appel d'offres du 22 juin qui l'a attribué à Mutuelle de France Unie à compter du 1^{er} août prochain.

M. ANDREOTTI précise que l'engagement minimal qui devait être pris par tous les candidats était d'assurer une protection au moins équivalente à celle que les salariés bénéficient actuellement, ce qui est le cas avec quelques améliorations et avec une cotisation légèrement inférieure.

M. le président demande quel est le taux de prise en charge par l'employeur ?

M. ANDREOTTI répond qu'actuellement, la Régie prend en charge 73 % de la cotisation et il a été proposé dans le cadre des NAO 2023 de monter le curseur à 80 %, ce qui a été refusé par les représentants syndicaux comme d'autres propositions.

M. le président indique que la Régie place la barre très haut car dans les collectivités, cette prise en charge n'est pas identique, les mairies ne pouvant pas prendre en charge la mutuelle à cette hauteur. METPARK offre des avantages que les groupes comme Dassault, Thalès ou Ariane Group proposent à leurs salariés ; des groupes qui font des milliards de bénéfice, ce qui est très bien pour les salariés.

Le conseil d'administration adopte à l'unanimité la délibération n° 2023/04/07P

Affaire 2023/04/08P : marché n° 2023TVX031 : travaux d'électricité dans le cadre de la rénovation du parc de stationnement Grands Hommes : autorisation de signature

Mme GOULAY informe que METPARK a lancé une consultation sous forme de procédure adaptée pour trouver le prestataire des travaux de réfection et de rénovation de l'électricité du parking Grands Hommes. 3 offres ont été remises dont une qui a été déclarée irrégulière. Il est proposé d'attribuer ce marché à Electricité Industrielle J. P FAUCHE pour un montant relatif à l'offre de base, variante et PSE de 503 186,96 € H.T. Le choix de retenir la variante et/ou la prestation supplémentaire éventuelle sera effectué à la notification du marché.

M. ANDREOTTI précise que ces travaux ont pour objectif de faire diminuer la consommation d'électricité dans ce parking.

M. le président souhaiterait à un prochain conseil d'administration que soit présenté un point de la situation des consommations en remontant sur 3 ou 4 ans pour voir si les travaux entrepris depuis plusieurs années ont engendré des économies.

M. ANDREOTTI répond que le directeur d'exploitation lui a présenté un tableau comparatif sur 2022 et 2023 sachant que la Régie s'est fixée comme objectif en interne une diminution de 15 % de sa consommation 2023 par rapport à 2022. Des points réguliers sont faits sur ce sujet. Le 27 septembre, un point sera fait.

M. le président précise qu'il serait intéressant de revenir 3 ou 4 ans en arrière suite notamment aux travaux de relamping réalisés il y a quelques années.

M. ANDREOTTI répond que les services vont essayer de remonter sur quelques années mais les outils technologiques ne le permettent pas toujours.

Le conseil d'administration adopte à l'unanimité la délibération n° 2023/04/08P

Affaire 2023/04/09P : contrat d'objectifs Bordeaux Métropole/METPARK

M. ANDREOTTI précise que ce contrat a été négocié pendant plusieurs mois entre Bordeaux Métropole et notamment la direction générale de la mobilité ainsi que l'inspection générale des services et la Régie.

Mme BORDIN-MORA indique que ce contrat a été présenté à la commission mobilité, transport et stationnement du 14 juin 2023 et sera voté le 30 juin par le conseil métropolitain.

M. le président souligne que METPARK participe de manière relativement efficace à la politique des mobilités de la Métropole avec notamment l'implantation future de 1 500 bornes de recharge pour véhicules électriques, les locaux vélos, les espaces pour la livraison pour le dernier kilométrique, l'embellissement des espaces publics notamment sur le parking Gambetta avec une meilleure accessibilité du parking. La régie métropolitaine joue bien son rôle, au-delà même de ce qui était envisagé dans un 1^{er} temps et cela ne peut se faire qu'avec la participation des salariés de METPARK qui ont à cœur de faire du mieux possible pour changer l'image. Il trouve que le slogan de la Régie n'a jamais été aussi porteur « place à la mobilité ».

Le conseil d'administration adopte à l'unanimité la délibération n° 2023/04/09P

Affaire 2023/04/10P : adaptation des CGV (Conditions Générales de Vente) de METPARK

Mme HIRIART précise que, depuis le 1^{er} juin dernier, est entré en vigueur un nouveau décret qui concerne les modalités techniques de résiliation des contrats par voie électronique. Désormais, lorsqu'un professionnel propose la souscription d'un contrat par voie électronique, il doit laisser la possibilité au consommateur de pouvoir résilier également ce contrat de manière électronique par l'application d'une fonctionnalité gratuite sur le site internet. Afin de prendre en compte cette nouvelle réglementation, la Régie a adapté ses conditions générales de vente des abonnements. Il est proposé au conseil d'administration de bien vouloir adopter ces nouvelles CGV afin qu'elles soient publiées sur le site internet de METPARK.

Le conseil d'administration adopte à l'unanimité la délibération n° 2023/04/10P

Affaire 2023/04/11P : convention avec AGORA CINEMAS sur le parking Mégarama

Mme HIRIART indique que la société AGORA CINEMAS exploite le cinéma Mégarama à Bordeaux qui se situe au-dessus du parking souterrain Mégarama. Une première convention avait été signée avec la société AGORA en 2017 qui confiait la gestion et la surveillance du parking la nuit à la Régie. Cette convention arrive à échéance. Les 2 parties se sont rapprochées et ont décidé de poursuivre leurs relations contractuelles dans les mêmes conditions que la convention précédemment conclue. Une nouvelle convention a été établie avec la société AGORA. Il est demandé au conseil d'administration de bien vouloir autoriser M. le directeur général à signer cette convention.

M. le président ajoute que METPARK gère les parkings mis en affectation mais est également prestataire pour un certain nombre d'opérations qui sont aussi rémunératrices.

Le conseil d'administration adopte à l'unanimité la délibération n° 2023/04/11P

Affaire 2023/04/12P : convention d'occupation temporaire privative du domaine public portant sur des emplacements destinés à la diffusion de publicité au sein des parcs de stationnement

Mme HIRIART indique que METPARK a relancé une consultation concernant les dispositifs publicitaires au sein des parkings. Il a été retenu l'offre proposée par la société Clear Channel qui était le précédent titulaire de cette autorisation. Un nouveau projet de convention a été établi pour une durée de 6 ans afin que cette société puisse exposer les dispositifs publicitaires dans les parkings. En contrepartie de l'autorisation consentie, Clear Channel versera une redevance annuelle variable proportionnelle au chiffre d'affaires. La redevance variable applicable est de 45 % et sera assortie d'une redevance minimum garantie de 92 000 € H.T, soit 110 400 € TTC. Il est demandé au conseil d'administration de bien vouloir autoriser M. le directeur général à signer cette nouvelle convention.

Le conseil d'administration adopte à l'unanimité la délibération n° 2023/04/12P

Affaire 2023/04/13P : avenant à la convention signée avec la société Publisens

Mme HIRIART précise qu'une convention d'occupation temporaire a été signée avec la société PUBLISENS en juillet 2020 pour lui permettre d'installer dans les ascenseurs des parkings des dispositifs publicitaires. Un premier avenant avait été régularisé en octobre 2020 pour ajouter un parking. Les parties se sont rapprochées afin de convenir d'un dispositif publicitaire complémentaire. PUBLISENS exploitera la commercialisation de l'espace publicitaire de 31 nouveaux écrans installés par la Régie au sein des ascenseurs. Une redevance variable équivalente à 50 % du chiffre d'affaires généré par la vente de ces espaces publicitaires est prévue. Il est proposé au conseil d'administration d'autoriser M. le directeur général à signer cet avenant.

Le conseil d'administration adopte à l'unanimité la délibération n° 2023/04/13P

Affaire 2023/04/14P : avenant à la convention signée avec la société UGC Ciné Cité

Mme HIRIART indique qu'une convention a été signée en avril 2021 entre METPARK et la société UGC Ciné Cité pour définir les modalités de délivrance des abonnements souscrits au niveau -1 du parking 7^{ème} Art. Le 08 juin dernier, s'est tenue l'édition du festival ODP et comme l'année précédente, METPARK avait mis en place un forfait stationnement à 5 € par soir durant la durée du festival. Les recettes liées à la vente de ces places ont été collectées par la Régie qui reversera 25 % du montant perçu à UGC Ciné Cité. Il est demandé au conseil d'administration de bien vouloir autoriser M. le directeur général à signer cet avenant.

Le conseil d'administration adopte à l'unanimité la délibération n° 2023/04/14P

Affaire 2023/04/15P : convention Vélotour 2023

Mme GAUTHIER indique que la prochaine édition de Vélotour se déroulera le 24 septembre prochain. 4 000 participants sont attendus. La Régie souhaiterait devenir partenaire majeur de l'événement 2023 et s'est fixée pour objectif :

- d'asseoir le positionnement de METPARK comme acteur majeur de la mobilité douce, 2023 est l'année d'ouverture des MESTATION, du lancement de la marque et du concept de MESTATION ainsi que des services qui y sont associés,
- de créer une base de données qualifiée de futurs utilisateurs que la Régie contactera dès que les MESTATION seront opérationnelles,
- de développer le réseau professionnel d'acteur de la mobilité douce,
- de développer les communautés sur les réseaux sociaux.

L'événement permettra aussi de proposer un moment convivial aux collaborateurs de la Régie et de faire bénéficier aux clients abonnés d'une remise sur la participation à l'événement. En échange de ce statut de partenaire majeur qui est valorisé à 7 500 €, Vélotour met en place un dispositif assez large en mettant à disposition de METPARK un stand sur le village arrivée-départ. La Régie sera visible sur tous les supports de communication liés à l'événement dont notamment les supports digitaux, la signalétique, les structures d'accueil... METPARK aura également à disposition une centaine de places gratuites et un tarif réduit pour ses clients abonnés. 2 parkings sont intégrés dans le parcours de Vélotour : Victor Hugo et Paludate St Jean.

M. ANDREOTTI précise que les membres du conseil d'administration recevront une invitation à venir participer à ce Vélotour prévu le 24 septembre.

M. ESCOTS demande s'il y aura une communication particulière sur le concept METSTATION ?

Mme GAUTHIER répond que l'ouverture de la MESTATION de 8 mai 45 sera un événement majeur de la rentrée. Elle devrait ouvrir en novembre et sera accompagnée par une large campagne de communication et une inauguration sera organisée.

M. ANDREOTTI précise que les travaux de la MESTATION de 8 mai 45 ont débuté lundi dernier en condamnant 28 places VL pour les transformer en 250 places vélos, vélos cargos et trottinettes. Ce parking sera également repeint. En novembre, le parc sera livré totalement réhabilité et sera organisée l'inauguration de la 1^{ère} MESTATION qui offrira des places pour les 2 roues avec un espace de réparation, de nettoyage, des casiers, des recharges électriques et un espace exposition en rez-de-rue, ce qui permettra à des prestataires de venir exposer leurs produits. Dès septembre, en lien avec le service communication de Bordeaux Métropole, il est prévu des communications très régulières jusqu'au moment de la livraison.

M. le président précise que la création de cette MESTATION aura été le « parcours du combattant ».

Le conseil d'administration adopte à l'unanimité la délibération n° 2023/04/15P

Affaire 2023/04/16P : protocole n° 1 à la convention tripartite pour une fonction parc-relais TBM de parcs gérés par la Régie METPARK

M. ANDREOTTI précise que ce sujet a déjà été abordé lors de précédentes séances du conseil d'administration. Le parking Aréna peu fréquenté en journée hormis les jours de concert sera dorénavant ouvert aux abonnés TBM qui pourront y stationner gratuitement à condition qu'ils utilisent dans la journée les transports en commun. Ce dispositif est désormais techniquement prêt depuis le 1^{er} juin dernier. Le service communication de Bordeaux Métropole souhaite encore rester confidentiel sur ce dispositif pour pouvoir communiquer au bon moment.

Mme GAUTHIER indique que le communiqué de presse est en train d'être finalisé.

M. de BRISSON précise que le protocole portait sur les frais de développement qui sont uniquement chez le péageur. Il n'y avait pas de développement à faire sur la billétique côté TBM et Bordeaux Métropole. Le service communication souhaitait attendre une période de rodage.

M. ANDREOTTI ajoute que c'est une excellente opportunité pour les habitants du secteur entre deux mers.

M. de BRISSON fait remarquer que l'ouverture aux abonnés TBM permet d'anticiper la fermeture du parc relais de Stalingrad lors de la mise en service du pont Simone Veil et également l'arrivée du bus express lors de l'ouverture du pont qui en fera un point de maillage important.

M. ANDREOTTI précise qu'il faut que ce dispositif soit connu le plus largement possible pour qu'il soit utilisé. Il n'y aura pas de concert à l'Aréna jusqu'à mi-septembre, ce qui donnera sur cette période la possibilité aux usagers de pouvoir stationner jusque tard le soir. Les jours de concert, ils doivent sortir 2 H avant le début du spectacle.

M. le président ajoute que cela est une bonne nouvelle car cette possibilité de stationnement des abonnés TBM était envisagée dès la construction de ce parking.

Le conseil d'administration adopte à l'unanimité la délibération n° 2023/04/16P

Affaire 2023/04/17P : modalités et montants des prises en charge des menues dépenses effectuées par les salariés de METPARK

Mme BORDIN-MORA indique que la Régie a souhaité encadrer le cas où un salarié a dû effectuer un achat dans le cadre de son activité professionnelle et qui n'a pu faire l'objet d'une prise en charge par la régie d'avance. Il n'est pas toujours possible d'ouvrir un compte client qui permet un paiement non comptant, le régisseur n'est pas forcément disponible pour se déplacer et payer directement la dépense auprès de l'entreprise. Cette délibération encadre les dépenses et remboursements qui exceptionnellement ne passeront pas par la régie d'avance et feront l'objet d'un mandatement directement au nom du salarié. METPARK est actuellement en train de revoir le fonctionnement de la régie d'avance et de mettre à jour l'arrêté correspondant car la Régie souhaiterait bénéficier d'une carte bancaire qui serait utilisée prioritairement. La délibération encadre le périmètre des comptes qui peuvent être utilisés et limite certains montants. La dépense doit faire l'objet d'une note de remboursement signée par le supérieur hiérarchique et par le directeur général. Le remboursement se fera au réel sur la base des justificatifs fournis.

M. le président précise que la Régie a intérêt à avoir une carte bancaire car beaucoup d'achats sont réalisés sur internet mais la procédure n'est pas simple pour sa mise en place.

Le conseil d'administration adopte à l'unanimité la délibération n° 2023/04/17P

Affaire 2023/04/01F : transformation de l'avance accordée par Bordeaux Métropole au SPA en 2010 en dotation initiale

Mme BORDIN-MORA indique que pour mémoire, Bordeaux Métropole a transféré à la Régie la gestion de la fourrière automobile et a versé à l'époque une avance remboursable de 1 225 000 €. A ce jour, cette avance n'a pu être totalement remboursée, seuls environ 507 000 € ont été remboursés, soit un résiduel de 717 000 €. La Régie est confrontée à un déficit structurel qui ne lui permet pas de rembourser la dette restante. Il a été proposé, lors de la commission mobilité transports et stationnement du 14 juin 2023, que Bordeaux Métropole renonce définitivement au remboursement du montant résiduel, soit 717 479,88 €. Cette décision sera présentée au conseil métropolitain du 30 juin prochain. Le projet de délibération est annexé à la présente. Il est demandé au conseil d'administration de bien vouloir constater le changement de nature de cette avance en dotation.

M. ANDREOTTI précise que les remboursements qui ont été effectués par la Régie datent des premières années d'activité qui étaient excédentaires. Depuis 6 ans, cette activité est clairement devenue déficitaire. De ce fait, la Régie ne peut continuer à rembourser cette avance.

Mme BORDIN-MORA ajoute que parallèlement, la Régie sollicite des subventions d'équilibre dans le cadre de cette activité.

M. le président indique qu'effectivement, les premières années étaient fastes car les contrevenants venaient récupérer leur véhicule mis en fourrière. Il fait remarquer que si Bordeaux Métropole devait gérer ce service, cela coûterait bien plus cher. Il vaut mieux que ce service soit géré par METPARK dont les sites fourrières se situent à Bordeaux centre plutôt que quai du Maroc, comme cela était le cas.

Le conseil d'administration adopte à l'unanimité la délibération n° 2023/04/01F

Affaire 2023/04/02F : subvention d'équilibre 2022 : avenant à la convention

Mme BORDIN-MORA indique qu'il est demandé au conseil d'administration d'approuver l'avenant à la convention financière relative à la subvention d'équilibre 2022, annexée à la présente délibération et qui sera également présentée au conseil métropolitain du 30 juin 2023. Cet avenant prévoit de ne pas tenir compte des excédents de fonctionnement reportés dans le calcul de la subvention d'équilibre de 2022.

Le conseil d'administration adopte à l'unanimité la délibération n° 2023/04/02F

Affaire 2023/04/03F : contrat de concession n° 2022CON001 enlèvement et destruction de véhicules mis en fourrière et non récupérés par leurs propriétaires : régularisation de la procédure

Mme GOULAY précise qu'il s'agit de régulariser la procédure de la concession d'enlèvement et de destruction de véhicules mis en fourrière et non récupérés par leurs propriétaires. Le 22 juin dernier, la commission de délégation de service public s'est réunie afin de régulariser ce contrat de concession à la demande de la Préfecture.

Le conseil d'administration adopte à l'unanimité la délibération n° 2023/04/03F

Info/2023/04/01 : information sur l'évolution de l'activité

M. ANDREOTTI indique qu'à fin mai, il est constaté une baisse de 2,5 % du nombre d'abonnés, 9 365 abonnés contre 9 677 à fin 2022. Depuis le début de l'année, il est constaté une baisse régulière du nombre d'abonnés. La Régie compte 8 116 abonnés VL, 142 abonnés motos, 401 abonnés vélos, 706 autres abonnements dont l'autopartage, multiscartes. Le nombre d'amodiés s'élève à près de 1 400 à fin mai 2023. Au total, plus de 10 700 usagers sont sous contrat avec METPARK.

La fréquentation horaire est en baisse de 5,29 % sur le mois de mai 2023 et de 4,3 % depuis le début de l'année. Si on compare l'activité de la Régie avec celle au niveau national, la fréquentation est un peu moins mauvaise à METPARK. En effet, sur les villes de plus de 200 000 habitants au niveau national, la baisse de fréquentation se situe aux alentours de 10 % depuis le début de l'année, chiffres communiqués par la Fédération Nationale des Métiers du Stationnement.

La Régie a accueilli au mois de mai presque 108 000 abonnés sur les parcs, ce qui fait à peu près 570 000 abonnés accueillis sur les 5 premiers mois de l'année.

Le chiffre d'affaires horaire est quasi stable au mois de mai et progresse de seulement 1 %. Le chiffre d'affaires horaire mensuel en cumulé atteint un peu plus de 5,3 M€ contre 4,8 M€ à la même période l'année dernière, soit une progression de 10 %, soit 470 000 €.

Les autres recettes, abonnements, conventions et amodiations, représentent un peu plus de 4,1 M€ au 31 mai 2023, soit une recette totale de près de 9,5 M€. Ces recettes augmentent de 500 000 € par rapport à la même période en 2022, soit une progression de 6 %.

En résumé, la Régie enregistre une baisse de fréquentation d'environ 5 % et une progression du chiffre d'affaires d'environ 6 % du fait notamment de la revalorisation tarifaire au 1^{er} janvier 2023.

En ce qui concerne la fourrière automobile, il est constaté malheureusement les mêmes phénomènes depuis quelques années, une baisse de l'activité qui est en grande partie due à la diminution continue de l'activité de la police municipale de Bordeaux, comme retracé dans le tableau joint à l'information sur la répartition des enlèvements par commune. Pour Bordeaux, l'activité est en retrait de 10 % depuis le début de l'année. Sur l'ensemble de la Métropole, il a été mis en fourrière en 2023 presque 4 400 véhicules contre près de 4 900 à la même période de l'année précédente, soit un recul de 11 %. En juin et juillet, les résultats devraient être meilleurs car le service de la fourrière a été fortement mobilisé pour la fête du vin qui vient de se terminer et surtout un énorme dispositif sera mis en place pour le passage du tour de France en juillet. Il est anticipé une grosse activité pendant 24 H qui devrait normalement faire entrer en fourrière entre 200 et 300 véhicules.

M. le président fait remarquer que la fréquentation de la Régie baisse mais moins que les autres gestionnaires. C'est une tendance nationale qui est multicritères : économique, pouvoir d'achat, écologie.

Info/2023/04/02 : marchés publics passés par le directeur général

Mme GOULAY indique que, depuis le conseil d'administration du 17 mai dernier, METPARK a notifié 10 marchés et 4 avenants. 90 bons de commande ont été signés pour le SPIC et 7 pour le SPA.

Info/2023/04/03 : information sur le déroulement des travaux

M. POTHERAT-KOHLER indique que le parking Amplitude est en cours de construction. La phase gros œuvre est achevée. La livraison est prévue normalement au mois d'octobre suite à un décalage du fait des intempéries. Mais il semblerait que cet ouvrage soit plutôt livré mi-novembre.

M. ANDREOTTI précise que ce parking se situe rive droite, entre Belvédère et le siège de FAYAT.

M. POTHERAT-KOHLER indique que le parking Victor Hugo a été équipé de nouvelles bornes de recharge qui seront mises en service au mois de juillet. Ces bornes ne sont pas directement liées à la future concession. Ces bornes seront mutualisées avec la clientèle et permettront la recharge de véhicules de service car

METPARK va s'équiper prochainement de nouveaux véhicules électriques. Une fois la concession signée, ces bornes seront réservées exclusivement à la recharge des véhicules de la Régie.

Concernant la concession, la CDSP s'est réunie le 22 juin dernier et a retenu 2 candidats, TOTAL ENERGIE et ENGIE. Normalement, avec les phases de négociation, la signature devrait intervenir en fin d'année.

M. ANDREOTTI précise que 5 candidats avaient déposé une candidature, 2 ont été sélectionnés et ces 2 finalistes vont concourir pendant les prochaines semaines avec 2 phases de négociation pour pouvoir sélectionner un candidat.

M. POTHERAT-KOHLER ajoute qu'une information sera donnée au conseil d'administration après les négociations.

M. ANDREOTTI indique, suite à la demande de la CDSP qui s'est réunie la semaine dernière, qu'un point sera fait régulièrement avec les réserves de confidentialité qui s'imposent.

M. CHAUSSET fait remarquer qu'un article a paru dans le journal le Monde sur l'installation de bornes dans les parcs de stationnement.

M. POTHERAT-KOHLER présente quelques photos sur le rendu du MGP sur le parking Gambetta avec une vraie transformation du square des Commandos de France. Une rampe de mobilités douces sera créée ouverte sur l'extérieur avec une répartition plus homogène entre le minéral et le végétal.

En ce qui concerne les METSTATION, notamment sur le parking Victor Hugo, le local sera terminé en 2024 avec la suppression de la moitié des places de stationnement du rez-de-chaussée pour une transformation en vrai parc de stationnement pour les mobilités douces et non un simple local.

M. ANDREOTTI précise que 4 locaux vélos vont être transformés en METSTATION sur Victor Hugo, Pey-Berland, Front du Médoc et 8 mai 45 avec des capacités d'environ 500 places vélos et 100 places vélos cargos. C'est un gros effort notamment financier fait par la Régie.

M. POTHERAT-KHOLER indique que les METSTATION bénéficieront d'une vitrine pour avoir une ouverture vers l'extérieur.

M. ANDREOTTI ajoute qu'il y a une séparation entre l'entrée piétons et l'entrée vélos.

M. POTHERAT-KHOLER précise que la METSTATION devient un parc de stationnement à part entière, ce n'est plus un local dans le parking. Ces locaux pourront accueillir des vélos, des vélos cargos, des trottinettes avec des emplacements dédiés pour les réparations, le nettoyage ainsi qu'une zone d'exposition qui pourra également servir pour des opérations de communication.

M. CHAUSSET demande que la Régie veille bien à ce que l'écartement entre 2 arceaux soit suffisamment large permettant ainsi d'accrocher 2 vélos. La Régie peut se rapprocher de la Métropole qui maîtrise bien ça normalement.

M. POTHERAT-KOHLER répond que des places sont dédiées aux vélos cargos et au triporteurs de manière à avoir des places plus larges. Il précise que ces METSTATION seront équipées d'un guidage à la place pour aiguiller la clientèle pour qu'elle puisse trouver plus facilement un emplacement.

M. ANDREOTTI répond que le point sur l'écartement entre 2 arceaux a déjà été rappelé par l'association Vélo Cité qui a participé entre autre à la sélection du candidat. Les pointillés rouge, violet, orange et vert correspondent à chaque type de véhicule qui aura sa « ligne de vie », son parcours dédié. Dès que l'utilisateur entrera dans une METSTATION, il saura immédiatement quel itinéraire il doit emprunter pour se rendre le plus facilement et le plus rapidement sur son lieu de stationnement.

M. CHAUSSET fait remarquer qu'il pourrait être ajouté des casiers.

M. POTHERAT-KOHLER répond que cela est prévu, ils seront équipés de recharge de batterie électrique.

M. ANDREOTTI ajoute que les MESTATION seront équipées de contrôles d'accès, de casiers, de chargeurs pour les batteries, de petits matériels de réparation et de nettoyage.

M. ESCOTS demande si les METSTATION sont modulables en fonction de la demande d'emplacements par exemple de vélos cargos ?

M. POTHERAT-KOHLER répond par l'affirmative. L'espace vitré permet de moduler l'intérieur de ces espaces.

M. ANDREOTTI précise que la METSTATION de Victor Hugo était prévue au départ sur une superficie moins importante. En se rendant sur les lieux, il a été décidé d'avoir un peu plus de capacité. Si demain, les METSTATION sont victimes de leur succès, la Régie pourra adapter leurs capacités.

M. POTHERAT-KOHLER indique que la zone vitrée permet d'exposer et de ne pas cacher le parc de stationnement de mobilités douces. La METSTATION de Front du Médoc devrait être livrée avant la fin de l'année tout comme celle de 8 mai 45. En 2024, seront livrées les METSTATION de Pey-Berland et Victor Hugo.

M. le président remercie les services pour leur travail et leur implication dans ce dossier dont il souligne leur pugnacité car pour avoir lu certains comptes-rendus de réunions, c'est parfois difficile de faire avancer ce type de projet qui est souvent confronté aux avis autorisés qui ne facilitent pas leur avancée. C'est une belle prestation proposée aux utilisateurs des vélos car ils seront à l'abri, avec des casiers et avec la possibilité d'effectuer de menues réparations.

Info/2023/04/04 : présentation du DUERP (Document Unique d'Evaluation des Risques Professionnels)

Mme LEPARMENTIER indique que la Régie a été accompagnée par le cabinet TASSART pour l'évolution du DUERP. Il a réalisé plus de 50 entretiens avec un panel de salariés représentatifs. La restitution de ses travaux a été présentée en COMEX le 02 mai et ensuite en CSE le 09 mai 2023 et a été adoptée à l'unanimité.

La dernière version du document unique est annexée à cette information. Un outil de travail dématérialisé de ce DUERP va être installé afin de suivre les plans d'action et d'actualiser ce document au fil de l'eau.

M. ANDREOTTI précise qu'il était important d'actualiser le DUERP qui commençait à dater. Il souhaite que ce document « vive » dans les mois et les années à venir. Il comporte 165 pages. Il va non seulement servir de point d'étape et surtout être enrichi des actions qui sont décrites dans ce document et qui doivent être mises en place en lien notamment avec le responsable sécurité/sûreté, Lucien LEVEAU, le service ressources humaines et un représentant des salariés qui a été désigné en CSE. Ces personnes devront régulièrement faire des points d'étape pour s'assurer que le déroulé respecte bien les phases que la Régie s'est imposée. C'est une avancée pour les salariés en terme de prévention des risques qu'ils soient physiques et psychosociaux au sein de l'entreprise.

Info/2023/04/05 : schéma d'organisation globale de la sécurité

M. LEVEAU indique qu'au 1^{er} janvier 2020, la Régie a changé d'organisation. La direction générale s'était engagée à faire un bilan au bout de 2 ans pour réaliser si besoin des ajustements. Une réorganisation de la sécurité a été nécessaire du fait du passage de 5 secteurs à 3 districts avec à leur tête un responsable, des encadrants et des opérateurs spécialistes et de stationnement. Pour des raisons de synergie et opérationnelles, le service sécurité a été mis sous l'égide de la direction d'exploitation permettant ainsi d'avoir des équipages de sécurité et d'exploitation qui peuvent se déplacer sur tous les parkings. 1 parking référence a été pris pour chaque district, dont le parking centre commercial Mériadeck pour le district nord. La configuration est identique pour le district centre avec pour parking de référence le parc Victor Hugo. Le PC sécurité se situe sur le parking Victoire qui dépend du district centre. Le parking référence du district sud est l'Aréna qui regroupe notamment les parkings St Jean et Paludate.

M. ANDREOTTI précise que la Régie a énormément « monté le curseur » au niveau de la sécurité, ce qui est apprécié par les pompiers qui souhaitent réaliser des exercices au sein des parkings de METPARK.

M. LEVEAU ajoute qu'en partenariat avec le SDIS et plus précisément avec la caserne de la Benaugue, 10 semaines d'entraînement seront effectuées avec les pompiers sur le niveau -6 du parc Cité Mondiale. Cela permettra de former 80 pompiers ainsi que les équipes de la direction d'exploitation de METPARK. 2 exercices ont déjà été réalisés sur le parc de Pessac centre en moins d'un an ainsi que sur Mérignac. La prochaine session en janvier se déroulera sur le parc Alsace Lorraine qui est assez anxiogène avec des habitations au-dessus et avec un niveau -5 qui ne possède pas de sprinklers.

M. le président félicite les équipes et fait remarquer qu'un gros travail a été réalisé. Antérieurement, le SDIS ne félicitait pas la Régie et désormais, les pompiers s'entraînent dans les parkings de METPARK. Les relations se sont améliorées et des efforts ont été faits. Le SDIS apporte sa contribution et les exercices permettent de mieux connaître les difficultés que les pompiers peuvent rencontrer, comme cela a été le cas lors de l'incendie du parking des Salinières qui a marqué les esprits des sapeurs-pompiers.

Info/2023/04/06 : point sur les négociations annuelles obligatoires 2023

M. ANDREOTTI indique qu'afin d'informer l'ensemble des administrateurs, a été adressé un récapitulatif de toutes les étapes qui ont animé les négociations annuelles obligatoires 2023. 3 réunions formelles ont eu lieu les 13 avril, 05 et 15 mai. Après plusieurs allers-retours entre les délégués syndicaux et la direction générale, cette dernière a proposé à l'ensemble des délégués : une augmentation collective du salaire de base de 4 %, le passage de tous les salariés de la Régie à l'échelon 06 et notamment les plus bas salaires, la suppression de la prime d'objectif de 405 € pour les employés-ouvriers et de 585 € pour les agents de maîtrise en la remplaçant par une augmentation de 600 € de la prime d'assiduité, l'encadrement du compte épargne temps, comme la CRC l'a rappelé dans son dernier rapport, avec un plafonnement à 60 jours maximum et la possibilité pour les salariés de mettre 12 jours maximum par an sur ce CET, la revalorisation du ticket restaurant à 10,80 € contre 8,80 € avec une prise en charge à hauteur de 60 % par l'employeur, un échange sur un accord relatif à une charte sur le télétravail ainsi que sur le droit à la déconnexion et porter la cotisation patronale sur la mutuelle des salariés de 73 à 80 %.

Il y a eu un refus majoritaire de 4 délégués syndicaux sur 5 de signer cet accord. Toutefois, certains salariés, près de 70, ont décidé d'adresser nominativement une pétition à ces 4 délégués syndicaux pour leur demander de signer les propositions faites par la direction générale.

Après 2 mois et demi de négociation, les NAO sont au point mort malgré de très nombreuses propositions qui sont restées sans réponse de la part des 4 délégués syndicaux.

La direction générale envisage donc de clôturer ce processus par la signature d'un PV de désaccord ou d'un protocole d'accord avec un syndicat représentant plus de 30 % des salariés qui pourrait solliciter l'organisation d'un référendum.

Le conseil d'administration sera tenu au courant des prochaines étapes mais beaucoup de salariés de la Régie auraient aimé profiter de ces propositions.

M. LEVY bafouille fortement puis indique que ce ne sont pas 600 € qui sont proposés parce que la prime d'objectif s'élève à 405 € pour les employés-ouvriers et il est proposé 600 €, cela ne fait que 195 € pour les employés-ouvriers et pour les agents de maîtrise qui ont aujourd'hui une prime d'objectif de 585 € auraient une augmentation de 15 €. Le directeur général oublie de dire que les cadres gardent la prime d'objectif qui est enlevée à tout le monde sauf à cette catégorie. Les bas salaires se demandent pourquoi ? Les délégués syndicaux ont proposé une augmentation salariale de 5 %, tous les syndicats sauf 1 étaient d'accord. Le directeur général est arrivé avec sa plateforme et a dit « c'est ça ou rien ».

M. ANDREOTTI répond qu'il n'est pas d'accord et qu'il suffit de lire toutes les pièces jointes à cette information. Il y a eu tout un processus de négociation, d'efforts et de concessions pendant 2 mois et demi. Il a énormément de mal à saisir les explications de M. LEVY. En 2022, la Régie a fait, après impôts sur les sociétés, un bénéfice de 672 000 €. La direction générale proposait de reverser plus de 450 000 € aux salariés, c'est-à-dire entre 60 et 65 % du bénéfice. Il entend tout à fait ce que dit M. LEVY qui est tout à fait légitime à dire qu'il considère que les propositions de la

direction générale ne sont pas suffisantes et que ce ne sont pas des propositions honnêtes. Mais certains salariés pensent tout le contraire.

M. LEVY précise que lorsque la direction générale dit qu'elle va donner 600 €, ce n'est pas vrai car mathématiquement, il est enlevé une prime de 405 € pour donner 600 €.

M. ANDREOTTI répond que, dans le cadre d'une logique de simplification du dispositif de rémunération variable individuelle et collective, la direction propose d'enlever la prime d'objectif pour les employés-ouvriers et les agents de maîtrise, respectivement de 405 € et de 585 € ; en contrepartie, la prime d'assiduité sera réévaluée à 1 800 €, c'est-à-dire 600 € de plus. Il rappelle qu'en 2018, cette prime n'était que de 420 € à l'année. En 2023, elle passerait à 1 800 €. Si M. LEVY considère que cela n'est pas une proposition honnête, il en a le droit mais il demande à M. LEVY de respecter aussi celles et ceux qui pensent le contraire.

M. LEVY répond qu'il respecte tout le monde.

M. le président indique que le conseil d'administration n'est pas le lieu pour les négociations. Il y a aujourd'hui une procédure qui va se poursuivre avec la signature d'un syndicat qui représente 30 % et qui pourra demander la mise en œuvre d'un référendum qui sera organisé et les salariés voteront en leur âme et conscience. Il n'y a jamais un accord qui est 100 % bon. Il faut que tout le monde y trouve un peu son compte. La Régie ne peut donner que ce qu'elle a. Consacrer une grande partie de son bénéfice une fois les impôts payés aux salariés lui semble un geste qui mérite d'être fait. La Régie est un établissement public et il précise que les salariés de la fonction publique vont bénéficier d'une augmentation de salaire de 1,5 % et des augmentations d'échelon mais qui représentent des « miettes » par rapport aux sommes évoquées à METPARK. Il faut laisser faire le processus.

M. CHAUSSET souhaiterait avoir des précisions sur le fait que seuls les cadres conserveraient la prime d'objectif et sur l'augmentation qui ne serait que de 15 € ?

M. ANDREOTTI répond qu'il y a aujourd'hui une prime d'objectif pour les employés-ouvriers de 405 €, pour les agents de maîtrise de 585 € et pour les cadres en fonction de leur niveau de 875 € ou 1 650 €. Il propose de substituer la prime d'objectif pour les employés-ouvriers et pour les agents de maîtrise qui représentent un peu plus de 80 % des salariés de la Régie car cette prime ne paraît pas judicieuse notamment pour les employés-ouvriers et de la substituer par l'augmentation de la prime d'assiduité de 600 €. En effet, le bénéfice net pour les employés-ouvriers serait de 195 € et pour les agents de maîtrise de 15 €. Les cadres garderaient leur prime d'objectif. Il a été demandé par le représentant syndical du collège agents de maîtrise/cadres (M. LEVY) lors des négociations d'enlever également la prime d'objectif pour les cadres. Il ne lui paraît pas incohérent aujourd'hui de garder cette prime pour les cadres qui est un dispositif de traitement salarial d'encouragement peu discriminant par rapport aux autres catégories.

M. CHAUSSET précise que certains agents vont avoir une augmentation de 15 €, certains 195 € et les cadres ?

M. ANDREOTTI répond que si le cadre est là tous les jours et qu'il atteint 100 % de ses objectifs, son augmentation sera de 600 €.

M. CHAUSSET demande combien d'agents vont avoir une augmentation de 15 € ?

M. ANDREOTTI répond que 80 % des salariés seront augmentés de 15 € ou de 195 €.

Mme LEPARMENTIER ajoute qu'aujourd'hui, la prime d'objectif de 585 € pour les agents de maîtrise n'est pas forcément versée à 100 % car les objectifs ne sont pas tous réalisés et ensuite des proratas d'absence sont appliqués s'ils sont malades plus de 2 mois. Les critères sur la prime d'assiduité seront différents car ils ne portent que sur la présence.

M. ANDREOTTI précise que la prime d'assiduité est due lorsque le salarié est présent. La prime d'objectif est évaluée en fin d'année en fonction des objectifs plus ou moins remplis par le salarié. En 2022, la moyenne de réalisation des objectifs était de 75 %, soit sur les 405 € de prime d'objectif pour les employés-ouvriers, 330 € versés. Donc l'augmentation pourrait être en moyenne de 270 €.

M. le président rappelle qu'il y a également une proposition d'augmentation du salaire de base de 4 %.

M. LEVY précise que les délégués syndicaux n'ont jamais refusé l'augmentation salariale de 4 % mais ont demandé au directeur général d'enlever les propositions portant sur le CET et la prime d'objectif. Si cela avait été le cas, il pense que tous les syndicats auraient signé mais le problème c'est que M. le directeur général ne veut pas.

M. le président fait remarquer qu'il est proposé une augmentation salariale de 4 %, un avancement de la grille pour certains salariés, une meilleure prise en charge de la mutuelle et une augmentation des tickets restaurants. Il considère qu'il y a des avancées non négligeables en période un peu compliquée qui n'est pas forcément euphorique avec des chiffres de fréquentation en baisse, probablement une diminution du chiffre d'affaires et par voie de conséquence, une baisse du bénéfice. Il pense que ce sont de bonnes avancées. Il peut toujours être dit que les propositions ne sont pas tout à fait celles qui étaient demandées mais il estime que lorsqu'un grand nombre d'agents dit que finalement ce que propose la direction générale ce n'est pas si mal, les représentants naturels des agents que sont les syndicats doivent l'entendre et le voir.

M. LEVY répond que les représentants du personnel l'ont entendu mais certains salariés ont demandé à signer avec une revalorisation salariale à 4 % mais d'enlever les mesures concernant le CET. Cela avait été déjà demandé l'année dernière d'arrêter de toucher aux acquis des agents. Qu'est-ce que coûte le CET ?

M. le président répond que ce que demandent les salariés, c'est une augmentation du salaire.

M. CHAUSSET souhaite avoir des précisions sur les évolutions du CET ?

M. ANDREOTTI répond qu'il est juste proposé de l'encadrer comme demandé par la CRC, rien d'autre. Si les salariés veulent valoriser, cela est possible. La seule chose qui a été demandée par la CRC c'est d'encadrer le CET, comme toutes les autres collectivités territoriales car aujourd'hui, cela n'est pas le cas. Un salarié peut poser autant de jours qu'il le souhaite. Il est proposé de l'encadrer sans effet rétroactif à compter de fin 2023, c'est-à-dire que les agents qui ont cumulé des centaines de

jours sur leur CET ne seront pas concernés. Il serait désormais encadré et plafonné à un maximum de 60 jours en ayant la possibilité de poser 12 jours par an.

M. LEVY fait remarquer que M. le directeur général a parlé de collectivité mais METPARK est une régie et pas une collectivité.

M. CHAUSSET ne souhaite pas entrer dans la polémique mais un CET doit avoir des règles comme dans toute entreprise avec un maximum de jours à poser. Le CET peut s'arrêter et après, soit il est consommé petit à petit mais il n'est pas possible d'avoir un CET avec 500 jours.

M. le président précise que la CRC a fait à la Régie un certain nombre d'observations. Si celles-ci sont suivies d'effet, ce sont des recommandations, dans le cas contraire, elles deviendront des obligations. La CRC fera une liste de tous les points qui restent à régler et le conseil d'administration devra voter des décisions. Il pense que c'est plus raisonnable de suivre les recommandations en les mettant en place en prenant le temps nécessaire plutôt que de se trouver dans 1 ou 2 ans avec une obligation d'application d'observations qui n'auront pas été décidées.

M. LEVY fait remarquer qu'il y a beaucoup de villes qui devraient l'être.

M. le président répond que beaucoup de communes suivent les recommandations de la CRC qui loue plutôt les avancées entreprises par la Régie. Il souhaite clôturer le débat car il y a des instances qui existent pour mener à bien les négociations. Il demande au directeur général de faire un point au prochain conseil d'administration.

M. ESCOTS indique que tous les points ont été détaillés sauf un, le passage de tous les salariés de METPARK à l'échelon 06. Cette mesure concerne combien d'agents ?

Mme LEPARMENTIER répond que cela concerne 4 agents.

M. ANDREOTTI précise que cette mesure concerne les plus bas salaires qui pourraient bénéficier en moyenne de 750 € d'augmentation sur l'année.

Mme LEPARMENTIER indique que pour certains salariés, l'augmentation serait plus importante. Les échelons évoluent régulièrement, ils vont pouvoir suivre les minima conventionnels à des échelons supérieurs à l'échelon 6.

M. ANDREOTTI précise que les propositions faites par la direction générale représentent à peu près 450 000 € pour la Régie et pour un salarié de base, et ce terme n'est pas du tout péjoratif, environ 2 000 € par an. Tous les salariés profiteraient, si ces propositions étaient validées par les représentants du personnel, d'environ 2 000 € par an et certains un peu plus.

M. CHAUSSET demande si c'est en numéraire ou en valeur ?

M. ANDREOTTI répond que la Régie prend en charge 60 % de la valeur du ticket restaurant. Si le salarié est présent toute l'année, c'est-à-dire 220 jours, cela représente une augmentation de 1,20 € sur 220 jours. Une meilleure prise en charge de la mutuelle ferait également gagner du pouvoir d'achat aux salariés. Globalement, le pouvoir d'achat des agents évoluerait d'au moins 2 000 € par an.

M. LEVY fait remarquer que certains prendraient un peu moins aussi.

M. ANDREOTTI répond que pour les plus bas salaires, ces propositions représenteraient 2 000 €.

M. LEVY répond que cela n'est pas possible car les agents de nuit ne bénéficient pas de tickets restaurants. Ils n'auront pas 2 € de plus.

M. ANDREOTTI répond que les primes paniers bénéficieraient de la même augmentation, comme le sait M. LEVY.

M. LEVY indique que ce n'est pas la même chose pour les paniers de nuit.

M. ANDREOTTI précise qu'il ne doute pas qu'il saura convaincre son électorat mais il détaille simplement les propositions qui ont été faites.

Mme LEPARMENTIER indique qu'aujourd'hui, les paniers de nuit sont plus élevés que les paniers de jour.

M. ANDREOTTI ajoute qu'à ce jour, malheureusement, les salariés risquent d'avoir 0 € d'augmentation de pouvoir d'achat.

Info/2023/04/07 : point sur la population marginale dans les parcs

M. ANDREOTTI indique que sur ce point, la Régie a toujours de grosses difficultés, la situation étant toujours aussi compliquée. Au mois de juin, 2 agents de sécurité ont été recrutés pour 1 mois et ont apporté quelques améliorations mais c'est toujours très dur.

M. SAUVAGE précise qu'un SDF très défavorablement connu des services de la Régie a cassé la vitre de l'ascenseur de Pey-Berland.

M. ANDREOTTI ajoute que le remplacement de cette vitre a coûté 13 000 €.

M. SAUVAGE indique que METPARK récupère tous les encombrants laissés par cette population. La Régie a ouvert un compte auprès de la société SUEZ pour déposer tous ces déchets. Depuis début juin, la direction d'exploitation a travaillé avec le service satisfaction client, études, marketing et communication et sur le parking Grands Hommes ont été recrutés pour le mois de juin, un maître-chien, agent cynophile, et un agent de sécurité, pour un coût de 15 000 € mensuel, ce qui est assez onéreux. Cette prestation couvre la période de 8 H à 20 H sur le mois de juin. Elle va s'achever et ne sera pas poursuivie cet été au regard de son coût mais elle pourrait peut-être être reconduite à l'automne. Un récapitulatif est joint à cette information sur les interventions sûreté depuis le début de l'année. Côté Grands Hommes et Pey-Berland, l'intervention des agents de sécurité a eu un effet plutôt bénéfique avec des bons retours des galeries commerçantes ainsi que des clients. Mais cette population risque de revenir dans les parkings.

M. CHAUSSET demande si la population marginale entre par les trémies ? Est-il prévu une politique de développement et de pose de portails sur les parkings qui ne sont pas équipés sur 2024 ?

M. SAUVAGE répond que ces personnes rentrent par tous les accès : trémies, ascenseurs, escaliers.

M. ANDREOTTI ajoute que si les accès sont fermés et les ascenseurs sécurisés, cette population entre par la trémie voiture. Quand les portails seront installés, les squatters suivront une voiture ou une personne dans l'ascenseur. La Régie essaie de sécuriser au mieux ses parkings. Cette population est dans un état sanitaire catastrophique, fait preuve de violence face à laquelle, METPARK est plutôt démunie car les forces de police, nationale ou municipale, ne veulent pas intervenir dans les parkings.

M. de BRISSON précise que les autres délégataires rencontrent les mêmes difficultés. Dans le cadre de la rénovation du parking des Salinières, des grilles ont été posées et les issues piétonnes renforcées. Quelques mois après, ils ont trouvé l'astuce notamment en levant la grille. La situation s'est reproduite. Bordeaux Métropole va collecter toutes ces informations provenant de la Régie et des autres délégataires pour appuyer les démarches que METPARK a déjà faites auprès de la Préfecture et de la ville de Bordeaux.

M. ANDREOTTI indique qu'au conseil d'administration du 29 mars 2023, les administrateurs avaient voté une motion de saisine de M. le préfet et de M. le maire de Bordeaux. Le président de METPARK a signé ces 2 courriers il y a 2 mois et demi et à ce jour, aucune réponse n'a été faite à la Régie.

M. BOBET précise qu'il faudrait que METPARK relance M. le maire de Bordeaux et M. le préfet pour leur rappeler les termes du courrier resté sans réponse.

M. CHAUSSET ajoute qu'il serait peut-être opportun de rédiger un courrier signé par l'ensemble des opérateurs de stationnement sous forme d'une lettre ouverte.

M. de BRISSON répond qu'il va soumettre cette idée. Bordeaux Métropole reçoit les états de METPARK et a des réunions mensuelles aussi avec l'autre délégataire mais les parcs qui se situent en périphérie ont moins de problème.

M. CHAUSSET précise qu'une lettre ouverte peut au final avoir l'effet inverse et créer un climat de dissuasion. Le message peut être porté sur les problèmes d'insalubrité. Il rappelle que le problème rencontré sur Salinières a eu des conséquences importantes rien qu'en terme de transport.

M. ANDREOTTI ajoute qu'un SDF est décédé par overdose il y a un peu plus d'un mois dans le parking Pey-Berland.

M. BOBET indique que toutes ces personnes ont un problème médical et souffrent de pathologie très avancée notamment de stupéfiant.

M. ESCOTS ajoute que pour ce qui est des enjeux globaux de sécurité, l'Etat et la ville de Bordeaux négocient en ce moment sur des moyens supplémentaires de sécurité. La principale problématique est sanitaire et la prise en charge de soin. La ville de Bordeaux attend des validations qui, au niveau national, semblent plutôt favorables mais qui ont du mal à se concrétiser sur les territoires dont l'accompagnement des personnes concernées. C'est un vrai sujet qui ne fait que trop tarder. Il fait remarquer que 80 abonnés ont quitté le parking Victor Hugo et essentiellement pour ces raisons.

M. BOBET rappelle que les drogues sont dangereuses y compris le cannabis.

M. ANDREOTTI remercie le conseil d'administration et souhaite de bonnes vacances à l'assemblée.

Fin de la séance à 18 H 10.

Le président

A stylized handwritten signature in black ink, featuring a large, looped 'D' and a horizontal stroke extending to the right.

Christophe DUPRAT